

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 25 mars 2021

AUX PRÉSIDENTES-DIRECTRICES GÉNÉRALES, PRÉSIDENTS-DIRECTEURS
GÉNÉRAUX, DIRECTRICES GÉNÉRALES ET DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

Mesdames,
Messieurs,

Le 1^{er} janvier 2020, une modification à la Loi sur les normes du travail est entrée en vigueur. Celle-ci prévoit qu'un employeur ne peut accorder à un salarié un taux de salaire inférieur à celui consenti à ses autres salariés qui effectuent les mêmes tâches dans le même établissement uniquement en raison de son statut d'emploi.

Sachant que cette modification pourrait entraîner des impacts financiers significatifs pour les établissements, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a prévu un budget non récurrent de 10 M\$ pour la période du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021 afin de soutenir les établissements visés par cette modification.

Le financement pour l'exercice financier 2020-2021 a été établi sur la base des heures de main-d'œuvre indépendante de 2019-2020, tel que présenté dans votre rapport financier, et le taux horaire moyen de 2020-2021, calculé avec les informations de la période 9 du formulaire AS-617, les heures additionnelles à 2019-2020 étaient supposées être imputables à la pandémie de COVID-19. Le budget de 10 M\$ a, par la suite, été réparti de façon proportionnelle entre les établissements.

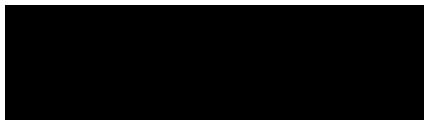
... 2

Un tableau avec le montant maximum admissible pour votre établissement est joint en annexe. Le minimum entre ce montant et le coût réellement encouru doit être inscrit à la page 803 de votre rapport financier 2020-2021 avec la mention « financement MOI ».

Vous pouvez adresser vos questions concernant ce financement à l'adresse suivante : msss.suivi_des_mesures_en_ressources_humaines@msss.gouv.qc.ca.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre associé,



Vincent Lehouillier

p. j. 1

c. c. M. Pierre-Albert Coubat, MSSS
Mme Dominique Savoie, MSSS
Directrices et directeurs des ressources financières des établissements
Directrices et directeurs des ressources humaines, des communications et des affaires juridiques
Présidentes-directrices générales adjointes et présidents-directeurs généraux adjoints des établissements

N/Réf. : 21-RH-00125